

Du 6 au 23 octobre 2011 a été testée en Grande-Bretagne la première injection dans la stratosphère de particules censées agir comme un miroir afin de refléter vers l'espace les rayons du soleil et ainsi ralentir le réchauffement climatique. Simple prototype inscrit dans un projet plus vaste nommé SPICE (*Stratospheric Particle Injection for Climate Engineering*), cette nouvelle technologie n'est pas le fruit de recherches menées par un savant un peu fou au fond de son laboratoire. Elle prend place dans une nouvelle démarche scientifique et économique, la géo-ingénierie, qui vise à fournir des remèdes technologiques aux désastres provoqués par le système énergétique dominant. Parmi d'autres trouvailles en cours d'élaboration, mentionnons la possibilité de recouvrir les déserts de plastique blanc pour refléter les rayons du soleil, la fertilisation du plancton marin pour muscler sa capacité d'absorption du CO₂ ou d'autres essais pour réduire l'acidité des océans¹. On aurait tort de considérer ces expérimentations comme de simples jeux dangereux d'illuminés. Elles participent bien au contraire d'une rationalité propre au système techno-scientifique sur laquelle s'appuie le capitalisme. Cette rationalité tend à orienter toutes les sphères d'activités humaines, et notamment la science, vers un même but, la reproduction du Capital et la hausse des taux de profit. Le rapport des sociétés humaines à leur environnement prend place dans cette rationalité *via* des mécanismes de contrôle et de domination, ainsi que sur le mythe d'une expansion indéfinie, d'un développement continu de la production et de l'exploitation des ressources. Il s'avère cependant que, malgré la persévérance d'un progrès mythique s'étendant sur toute la planète en même temps que le libre marché, la crise climatique, dont la profondeur est désormais reconnue tant par la communauté scientifique que par les représentants des États, vient semer un sérieux doute sur les effets de ce progrès. D'où le recours à de nouvelles technologies, dites vertes, qui au-delà même de leur inefficacité et des problèmes environnementaux qu'elles peuvent provoquer, ont pour fonction de rassurer quant aux capacités du système à se sauver lui-même, et surtout de bien nous faire comprendre que c'est au sein de ce système, puisqu'aucun autre n'est possible, que les solutions sont à trouver. Le développement d'un secteur marchand des énergies renouvelables, la réorientation stratégique de grands groupes énergétiques, tels Siemens qui vient d'abandonner le secteur nucléaire, pourraient laisser à penser qu'au sein du système actuel des mutations sont possibles, qu'y compris la crise climatique peut donner une chance au capitalisme en lui montrant la voie à suivre pour rebondir, voire fonder une nouvelle onde longue d'expansion. Une telle analyse, qui vise à promouvoir un capitalisme vert appuyé sur un volontarisme étatique dans le cadre d'un *green new deal*, fait cependant l'impasse sur la ruée vers les ressources à laquelle nous assistons actuellement. Il ne suffit pas d'une réorientation technologique pour modifier en profondeur les politiques des groupes énergétiques qui désormais cherchent à se déployer vers de nouvelles ressources, fossiles ou issues de la biomasse. Dernier exemple en date, l'exploitation des pétroles et gaz de schiste a pris son essor au moment où en 2007-2008 le prix du pétrole s'envolait ; en France, seules les mobilisations populaires ont permis de mettre un coup d'arrêt, momentané, à cette exploitation, mais nul doute que du côté des multinationales de l'énergie la bataille n'est pas terminée. Le recours aux agrocarburants participe de la même logique. Outre les conséquences environnementales de leur utilisation, leur développement nécessite l'appropriation, souvent par rachat et expropriation des populations autochtones, d'immenses territoires rendus alors impropres à toute vie humaine, en particulier dans les pays tropicaux. Un phénomène semblable d'appropriation-expropriation se joue dans le cas d'énergies à priori moins suspectes de destruction de l'environnement, comme les immenses fermes solaires qui nécessitent également l'utilisation de très grandes surfaces, et renvoient à un modèle énergétique ultra-centralisé et contrôlé par quelques industriels soutenus par leurs États. On en revient donc à une même logique qui est au cœur du régime énergétique sur lequel s'est fondé le capitalisme, à savoir l'appropriation et la monopolisation du foncier, qui tend à dessaisir les populations de leurs terres et à concentrer les richesses dans les mains de quelques-uns au détriment du maintien des équilibres des écosystèmes et d'une gestion raisonnée des relations entre les sociétés humaines et leur environnement.

La crise financière actuelle, qui n'en finit pas de s'accroître, semble mettre le capitalisme face à ses

contradictions, du moins concernant le degré de puissance de la finance dans l'organisation de l'économie mondiale. Il n'est d'ailleurs pas besoin d'un économiste atterré pour s'en apercevoir. Déjà en 2008, Pavan Sukhdev, économiste, banquier à la Deutsche Bank, responsable au sein du programme des Nations Unies pour l'environnement d'une étude pour réorienter l'économie vers un modèle vert, expliquait tristement : « *Le modèle actuel est arrivé au bout de ses limites tant pour l'amélioration des conditions de vie qu'il est capable d'offrir aux plus pauvres que pour l'empreinte écologique que nous pouvons imposer à la planète, mais mes clients n'investissent qu'avec des promesses de profit, et cela ne va pas changer.* »² Effectivement, le maintien des profits dans la sphère financière et l'absence d'investissements massifs ont des conséquences importantes sur l'appauvrissement et l'endettement des populations, mais même en cas de réinvestissements dans l'économie réelle et dans une production massive de biens de consommation, les conséquences en termes de consommation énergétique et d'accentuation de la crise climatique seraient catastrophiques ; or, le capitalisme ne peut pas se passer des énergies fossiles vu leur meilleure rentabilité en comparaison avec d'autres énergies. On a donc bien là une série de contradictions auxquelles le système ne peut faire face. Mais cette prise en charge de la pluralité des problèmes induits par le capitalisme et auxquels il ne peut répondre interroge également les processus d'émancipation et les projets d'alternative globale. Ainsi, si aujourd'hui la question des dettes illégitimes est centrale pour les mouvements progressistes, tant elle met en lumière le vol auquel ont procédé les classes dirigeantes, elle ne doit pas nous faire oublier le contexte actuel de crise écologique. En ce qu'elles nécessitent une remise en cause radicale de la globalisation capitaliste, les alternatives à la crise de la dette et aux plans de rigueur doivent également remettre en cause les rapports Nord-Sud tels qu'ils ont été forgés par le colonialisme et le néocolonialisme. La reconnaissance de la dette écologique est une des voies pour repenser ces rapports, tout en se distanciant des tentations protectionnistes qui actuellement voient le jour. La dette écologique ne se contente pas de demander « qui doit payer ? », mais pose la question « qui doit à qui ? » et réclame la reconnaissance de ce que les pays dominants doivent aux peuples du Sud, au vu des dégradations et des spoliations, ainsi que leurs impacts environnementaux, auxquels ceux-ci ont été historiquement soumis³. La dette écologique se compose de quatre dimensions : la dette du carbone liée au fait que les pays les plus pauvres subissent les conséquences des émissions de gaz à effet de serre produites par les plus riches ; la biopiraterie qui consiste en un vol des savoirs traditionnels, notamment quant à l'utilisation des semences et des plantes ; le poids de l'exploitation passée des richesses naturelles ayant souvent provoqué des dégâts environnementaux irrémédiables ; l'utilisation toujours actuelle des terres des pays pauvres pour y déverser toutes sortes de déchets et de polluants. Quantifier cette dette écologique, l'analyser, rendre populaire l'exigence de sa reconnaissance, c'est œuvrer dans le même sens que la démarche d'audits et de moratoire sur les dettes illégitimes. C'est travailler à une réappropriation collective et démocratique, collaborer à un devenir commun entre les peuples, afin de redonner confiance aux classes populaires dans les différentes parties du monde, face à un système qui ne prône qu'ignorance et aveuglement. Une telle démarche nécessite de travailler au plus près des réalités contemporaines, qu'il s'agisse de la crise sociale et des plans d'austérité ou de la crise écologique et de la destruction programmée de notre environnement, et à la fois de reformuler des projets d'émancipation.

Pour résumer notre démarche, la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes - y compris la nôtre -, est incompatible avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste. Or, si le responsable d'une menace de catastrophe écologique sans précédent dans l'histoire de l'humanité - il faut revenir à des âges écologiques situés à plusieurs dizaines de millions d'années dans le passé pour trouver quelque chose d'équivalent au réchauffement global qui pourrait advenir bien avant la fin du siècle - est le *système capitaliste lui-même*, et non l'aveuglement de tel ou tel gouvernement, ou la

mauvaise volonté de tel ou tel secteur productif, il s'ensuit, en bonne logique sociale, qu'une alternative écologique véritable doit être *anticapitaliste*. Une alternative *radicale* est celle qui s'attaque aux *racines* du problème, c'est-à-dire au *système*. À notre avis cette alternative, qui vise au-delà de l'ordre économique et social établi, peut prendre le nom d'*écosocialisme*.

Beaucoup d'écologistes sincères pensent que la seule réponse à la crise écologique c'est la réduction drastique de la consommation. Daniel Tanuro constate avec lucidité que la critique culturelle du consumérisme – proposée notamment par les objecteurs de croissance – est nécessaire, mais pas suffisante. Il faut s'attaquer au mode de production lui-même. Seule une prise en charge collective démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, réduire le temps de travail, supprimer les productions inutiles et nuisibles, remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique des incursions profondes dans la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste et démocratique cohérent⁴.

La prémisse centrale de l'écosocialisme, implicite dans le choix même de ce terme, est qu'un socialisme non écologique est une impasse, et une écologie non socialiste est incapable de répondre à la hauteur des enjeux actuels. Il implique donc une critique radicale du prétendu « socialisme réellement existant » de feu l'URSS et son bloc de l'Est : cette caricature bureaucratique – qui avait peu à voir avec le socialisme comme prise en main collective et démocratique de l'économie par les travailleurs et par toute la population – a été responsable de dégâts écologiques tout à fait équivalents à ceux de l'Occident capitaliste ; son appareil productif n'était d'ailleurs qu'une pâle copie de celui du capitalisme industriel avancé, et fondé, comme celui-ci, sur les énergies fossiles et le nucléaire.

Plusieurs théoriciens de l'écologie, de Jean-Paul Besset à Serge Latouche, utilisent l'exemple soviétique pour renvoyer dos à dos « capitalisme » et « socialisme » comme variantes du même modèle productiviste. Ils adhèrent ainsi à l'argument stalinien selon lequel l'URSS était le socialisme, le seul socialisme, le socialisme « réellement existant ». Par ailleurs, ils ne prennent pas soin de distinguer quelles ont été les variations dans l'histoire de l'URSS de la prise en compte de la question écologique et des interactions entre les êtres humains et leur milieu⁵.

Dans son dernier livre, Serge Latouche, tout en répétant cet argument usé jusqu'à la corde, semble cependant s'en distancier, en écrivant que la décroissance, dont il se réclame, « *peut donc être considérée comme un « écosocialisme »* ». Malheureusement, cette intéressante proposition n'est pas développée dans le livre, où le programme socialiste – expropriation du capital, planification démocratique – n'est pas réellement discuté⁶.

Le projet écosocialiste d'associer le « rouge » – la critique marxiste du capital et le projet d'une société alternative – et le « vert », la critique écologique du productivisme, n'a rien à voir avec les combinaisons gouvernementales dites « rouges-vertes », entre la social-démocratie et certains partis verts, autour d'un programme social-libéral de gestion du capitalisme. L'écosocialisme est donc une proposition qui se distingue aussi bien des variantes productivistes du socialisme du XX^e siècle – que ce soit la social-démocratie ou le « communisme » de facture stalinienne – que des courants écologiques qui s'accommodent, d'une façon ou de l'autre, du système capitaliste. Une proposition alternative qui vise non seulement à une transformation des rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants, mais à créer un nouveau paradigme de civilisation, en rupture avec les fondements de la civilisation capitaliste/industrielle occidentale moderne.

Quels sont les convergences et les désaccords entre l'écosocialisme et le courant de la décroissance, dont l'influence en France n'est pas négligeable ? Les deux partagent le refus du productivisme et du consumérisme, ainsi que la critique radicale de la religion de la « croissance ». Mais du point de

vue écosocialiste, le concept de « décroissance » risque de devenir une image inversée de la logique quantitative de la « croissance » : réduction du PIB à la place de son augmentation. Or, ce dont il s'agit c'est d'opérer des choix qualitatifs : certaines branches de la production ne sont pas à « décroître » mais à *supprimer* (par exemple : le nucléaire, les armements, la publicité), d'autres à réduire (la voiture, le camion), d'autres à élargir : agriculture biologique, énergie solaire, éducation, santé. Le terme « décroissance » ne permet pas de rendre compte de cette démarche qualitative.

Serge Latouche est sans doute un des plus controversés des « décroissants ». Certes, une partie de ses arguments est légitime : démystification du « développement durable », critique de la religion de la croissance et du progrès, appel à un changement culturel. Mais sa position sur le capitalisme est loin d'être claire : d'une part, il affirme que la décroissance est contre le capitalisme ; de l'autre il critique la position de l'extrême gauche qui « *consiste à attribuer à une entité, « le capitalisme », la source de tous les blocages* » ; cela n'a pas de sens, avance-t-il, puisque « *le big brother du grand capital est anonyme* » et le système est fondé sur la « *servitude volontaire des sujets* » ; en fait, ajoute-t-il, le capitalisme comme système est « *une création de l'esprit* ». Quant au sujet de la transformation désirée, il n'a, bien entendu, rien à voir avec la lutte de classes, ou le combat anti-impérialiste : « *acte étant pris de l'adieu au prolétariat et au tiers monde [...] le sujet porteur du projet de décroissance [...] c'est tout le monde en tant que personnes singulières et tout un chacun concret particulier* »⁷.

Plus intéressant nous semble le courant protéiforme de ceux et celles qui veulent ancrer sans ambiguïté la décroissance à gauche. Si une série de débats montrent des divergences, notamment sur les questions stratégiques, les façons d'envisager la transformation du monde, l'usage de la référence à la République chez Paul Ariès par exemple, il nous semble aujourd'hui d'abord nécessaire de mettre l'accent sur les nombreux points de convergence entre les objecteurs de croissance, les altermondialistes d'ATTAC, les écosocialistes et la gauche de la gauche (PG et NPA) qui illustrent les potentialités d'agir ensemble pour repenser l'émancipation : extension de la gratuité, prédominance de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, réduction du temps de travail et des inégalités sociales, élargissement du « non-marchand », réorganisation de la production selon les besoins sociaux et la protection de l'environnement, etc.

Dans un ouvrage récent, Stéphane Lavignotte esquisse un bilan du débat entre les « objecteurs de croissance » et les écosocialistes. Faut-il privilégier la critique des rapports sociaux de classe et le combat contre les inégalités, ou la dénonciation de la croissance illimitée des forces productives ? L'effort doit-il porter sur les initiatives individuelles, les expérimentations locales, la simplicité volontaire, ou sur le changement de l'appareil productif et de la « méga-machine » capitaliste ? L'auteur refuse de choisir, et propose plutôt d'associer ces deux démarches complémentaires. Le défi, à son avis, est de combiner le combat pour l'intérêt écologique de classe de la majorité, c'est à dire des non-propriétaires de capital, et la politique des minorités actives pour un changement culturel radical. En d'autres termes, réussir – sans cacher les divergences et les désaccords inévitables – une « composition politique » de tous ceux qui savent qu'une planète et une humanité vivables sont contradictoires avec le capitalisme et le productivisme, et qui cherchent le chemin pour sortir de ce système inhumain⁸.

Rappelons, pour conclure cette brève présentation, que l'écosocialisme est un projet d'avenir, une utopie radicale, un horizon du possible, mais aussi, et inséparablement, une action *hic et nunc*, ici et maintenant, autour d'objectifs et de propositions concrètes et immédiates. Le seul espoir pour le futur ce sont des mobilisations telle celle de Seattle en 1999, qui a vu la convergence d'écologistes et de syndicalistes, ainsi que la naissance du mouvement altermondialiste ; les protestations de cent mille personnes à Copenhague en 2009, autour du mot d'ordre « Changeons le système, pas le climat » ; ou la Conférence des Peuples sur le Changement Climatique et la Défense de la Mère Terre, à Cochabamba en avril 2010, rassemblant plus de trente mille délégués de mouvements

indigènes, paysans et écologiques du monde.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ Sophie Chapelle, [« Les projets fous des apprentis sorciers du climat »](#), *Bastamag*, 29 septembre 2011.
2. ↑ Cité par Daniel Tanuro, *L'Impossible Capitalisme vert*, Paris, La Découverte, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 2010.
3. ↑ Joan Martinez-Alier, « La dette écologique : qui doit à qui ? », CADTM-France.
Daniel Tanuro, *op. cit.* Cf. aussi Michaël Löwy, *Écosocialisme. Une alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Fayard, Mille et une nuits, 2011 et l'ouvrage collectif, organisé par Vincent Gay, *Pistes pour un anticapitalisme vert*, Paris, Syllepse, 2010, avec des collaborations de Daniel Tanuro, François Chesnais, Laurent Garrouste, et autres.
4. ↑ trouve aussi une critique argumentée et précise du capitalisme vert dans les travaux des écomarxistes nord-américains : Richard Smith, « Green capitalism : the god that failed », *Real-world economic review*, n° 56, 2011 et John Bellamy Foster, Brett Clark and Richard York, « The Ecological Rift », New York, *Monthly Review Press*, 2010.
Pour un aperçu historique des débats sur l'écologie et l'environnement dans les premières années de la Russie soviétique, voir Jean Batou, « Révolution russe et écologie (1917-1934) », revue *Vingtième Siècle* n° 35, septembre 1992.
5. ↑ Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Fayard, Mille et une nuits, 2010.
6. ↑ Serge Latouche, *op. cit.*
7. ↑ Stéphane Lavignotte, *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Paris, Textuel, 2010.